

Assemblée générale UEF-France du 7 octobre 2017

Motion d'orientation générale

L'Union européenne connaît ces derniers mois un regain de confiance auprès de ses citoyens. Les conséquences désastreuses du Brexit pour le Royaume-Uni, la multiplication des menaces extérieures, et l'élection dans plusieurs pays de candidats assumant leur engagement européen ont rappelé l'intérêt de la construction européenne. Toutefois, le caractère intergouvernemental de l'Union contribue à la défiance et au scepticisme.

Notre mouvement doit affirmer sa différence et porter dans le débat public la vision du fédéralisme, seule alternative pour répondre aux attentes du peuple européen.

Pour cela, nous devons produire un travail politique collectif, mobiliser de nouveaux militants et agir avec tous ceux qui s'engagent dans notre sens. Pour réussir, les instances de l'association doivent encourager et appuyer l'engagement de chacun.

Le fédéralisme pour répondre aux attentes des citoyens

La situation internationale est préoccupante. L'actualité dépeint la recrudescence de conflits aux portes de l'Union. L'économie mondiale fondée sur une hypothèse de ressources infinies n'arrive pas à se réformer vers un modèle soutenable dans le temps. Tout cela montre à quel point les États européens sont incapables d'influer sur les grands défis mondiaux et ont perdu toute souveraineté dès que le problème dépasse l'État national.

Dès lors, l'Europe a la responsabilité de promouvoir une organisation mondiale où les relations sont fondées par le droit. Nous devons rejeter les relents nationalistes européens qui ont une visée court-termiste. Ils ne feront que renvoyer à l'échelon mondial les problèmes intra-européens que nous tentons de dépasser.

Les récentes élections en France ont ouvert la voie à des réformes en profondeur de l'Union. Absente depuis 20 ans, la France reprend le leadership au niveau européen. Le déni de démocratie qui s'est opéré depuis la crise financière a une chance d'être dépassé. Nous devons soutenir les propositions qui vont dans le sens d'une construction d'une Europe fédérale. Même si elles ne sont pas aussi parfaites que nous le souhaiterions, nous veillerons à alerter les décideurs et les citoyens sur leurs insuffisances et à rappeler systématiquement nos valeurs.

La zone euro doit se doter d'un budget propre permettant d'effectuer des transferts entre pays, ce que le budget de l'Union ne permet pas. Pour que les choix soient démocratiques, le budget doit être construit par un gouvernement européen contrôlé par un parlement européen. Cela doit rester notre priorité.

Enfin, l'idéal européen ne suffit plus à créer l'adhésion autour du projet de construction européenne : il est désormais indispensable d'impliquer les citoyens dans ses prochaines évolutions. C'est pourquoi nous serons vigilants sur l'idée de Conventions démocratiques en vue de préparer les réformes de l'Union à venir. Elles devront être nécessairement constitutionnelles. Cette initiative doit relever d'un véritable processus participatif et transnational dont le résultat sera le fondement des travaux de reconstruction de nos institutions communes. Nous condamnerons toute tentative de contrefaire cet espoir en un outil de communication cosmétique faussement consultatif et fondé sur des logiques purement nationales servant de prétexte au maintien d'une Europe gérée dans le secret des portes closes du Conseil européen.

Cette crise du sentiment européen nous oblige à sortir de notre zone de confort pour nous engager sur un terrain plus concret. Nous devons aller au delà des relais d'opinions, convaincre les citoyens, car ils restent une condition de la réussite du projet européen.

Le rôle de l'UEF-France

L'UEF a célébré, en 2016, le 70e anniversaire de sa fondation. Cette longévité doit nous inciter à réfléchir à l'actualité de notre engagement fédéraliste ainsi qu'aux formes de militantisme qu'il implique.

L'engagement militant, devenu plus ponctuel, vient se porter sur des causes moins globales, et se manifeste en réaction à l'actualité.

La formation doit rester un pilier de notre organisation permettant de donner à nos membres et sympathisants les outils conceptuels et organisationnels nécessaires à une participation active. Le fédéralisme ne doit pas rester le seul sujet de formation et nous devons innover pour déployer cette activité auprès d'un public encore plus large. Par ailleurs, la formation s'avère non seulement un outil de développement interne mais également un moyen de promouvoir nos idées.

Parler de fédéralisme en France, pays de tradition centraliste, implique de se retrouver confronté à des contradicteurs, y compris parfois chez des partisans a priori de l'idée européenne. Nous souhaitons et recherchons ce débat car il nous permet de clarifier les enjeux et nos propositions selon nos termes.

Les portes de l'UEF sont ouvertes à tous ceux qui se réclament du fédéralisme européen, sans privilégier une école de pensée particulière. Notre mouvement souhaite en revanche se différencier nettement d'un positionnement simplement "pro-européen", formule vide de sens. Non! L'alternative n'est pas entre une Europe dangereuse des nationalistes et une Europe intergouvernementale non démocratique. Un européisme prudent, se contentant de défendre un statu quo vaguement rafistolé,

contribue au désenchantement, au discrédit et finalement au rejet, bien plus sûrement que les adeptes de formations ultra-nationalistes à la crédibilité discutable.

La priorité donnée par notre mouvement au fédéralisme nous distingue parmi les organisations se consacrant aux questions européennes. Mouvement politique non-partisan, l'UEF-France doit profiter de son autonomie pour affirmer des positions originales, pour gagner en audience et en visibilité.

Adopter un positionnement clivant pour imposer nos thèmes, c'est aussi nous identifier auprès de tous ceux qui partagent nos idées comme un interlocuteur et un partenaire potentiel. L'UEF-France doit travailler non seulement avec les associations mais aussi avec tous les individus qui souhaitent contribuer à nos objectifs. L'UEF doit devenir un catalyseur et rassembler pour agir, avec des barrières à l'entrée les plus faibles possibles. Il en va de la promotion la plus large de nos idées.

Mener un travail politique et collectif

Les bons résultats du groupe de travail ad-hoc sur le rapport Verhofstadt, nous invitent à continuer dans cette voie. Ainsi nous souhaitons permettre la mise en place de plusieurs groupes avec des missions précises qui n'auront pas vocation à durer tout au long du mandat. Ces groupes pourront traiter des sujets politiques ou organisationnels.

Pour le bon fonctionnement du bureau certains groupes devront néanmoins durer tout au long du mandat: sur le lobbying, sur la formation ainsi que sur la communication. L'objectif de ces groupes est de démultiplier les forces et de décentraliser l'action du bureau national.

La participation aux groupes de travail doit rester volontaire et flexible afin d'assurer le maximum d'efficacité.

Accueillir de nouveaux militants

L'UEF étant un mouvement de militants, l'adhérent reste sa force principale et le moteur de son développement. Cela suppose un parcours de l'adhérent construit et partagé qui permette de proposer des activités personnalisées à chaque membre en fonction de ces centres d'intérêts, de son lieu de résidence et de son expérience. S'il n'est pas nécessaire de résider proche d'un groupe local pour contribuer à l'activité de l'association, les sections locales demeurent un facilitateur d'intégration, de formation et de promotion au sein de l'association. L'UEF doit continuer à proposer des actions sur tout le territoire indépendamment de sa présence locale. La création de nouvelles sections doit rester une étape consécutive à la constitution d'un groupe de personnes menant des activités.

Ouvrir avec tous ceux qui partagent nos idées

Le fonctionnement de l'association doit permettre d'associer tous les individus susceptibles de partager nos idées et souhaitant contribuer quelque soit leur degré d'engagement.

Nous devons concentrer nos relations vers les autres organisations sur la réalisations d'actions comme ce fut le cas avec la campagne Europe en Mieux partagée avec le Mouvement Européen - France et les Jeunes Européens - France. Les élections européennes et les Conventions seront deux sujets susceptibles de coaliser au delà de nos cercles.

Nos relations avec nos partenaires doivent se faire dans le plus grand respect mutuel. L'essentiel est pour nous de créer les conditions de confiance nécessaire à un travail en commun sur la durée. Ceci implique de prendre en compte scrupuleusement l'autonomie de chacun, et de consulter à chaque étape dès lors que nous prenons des initiatives communes. Nous y veillerons.

Conclusion

L'UEF-France a effectué un virage important il y a deux ans ce qui met l'association aujourd'hui dans une position favorable pour se développer sur des fondamentaux solides. En tant que section française de l'UEF Europe, l'UEF France a une responsabilité importante dans la promotion de l'Europe fédérale qui dépasse simplement le cadre national.

L'objectif politique reste le renforcement de la zone euro mais deux opportunités apparaîtront durant les deux prochaines années : les élections européennes et les conventions démocratiques. L'UEF-France se doit d'être présente par ses actions et son plaidoyer sur ces sujets. Il ne suffit plus de dénoncer, il faut proposer et c'est un travail pour lequel chacun a sa place.

Motion d'orientation générale soumise à l'Assemblée générale de l'UEF-France du 7 octobre 2017 par Florent Banfi, David Meyer, Valéry-Xavier Lentz.